

nous croyons que nous devons envisager la situation au Salvador telle quelle est et la décrire telle quelle est non en nous fondant sur des idées préconçues.

Afin d'exposer de façon plus détaillée la position du gouvernement canadien, il serait peut-être utile que je dise comment le gouvernement envisage l'évolution qui se poursuit en Amérique centrale en général et l'importance des liens, de l'influence et de l'intérêt du Canada dans cette région du monde avant de parler plus précisément du Salvador.

Les pays d'Amérique centrale sont en train de subir une évolution par trop douloureuse alors que leurs régimes traditionnels cèdent le pas à de nouvelles organisations politiques, sociales et économiques. Dans certains de ces États, ce changement s'accompagne d'une violence et d'une instabilité croissantes.

Ce qui est intéressant, c'est que les députés à la gauche, là-bas, prétendent que je n'ai pas de leçon à leur donner. Pourtant, nous venons d'avoir droit à un autre de leurs sermons. Pourquoi n'aurions-nous pas le droit de dire ce que nous pensons?

Sur le plan économique, certaines circonstances qui existent à l'étranger, notamment les hausses de prix du pétrole et de certains autres produits d'importation, la fluctuation des prix des produits les plus exportés et le ralentissement de l'économie dans les principaux pays industrialisés ont entravé la croissance économique d'un bout à l'autre de l'Amérique centrale ces dernières années. Maintenant, s'ajoutent à cela l'instabilité politique interne de ces pays et des problèmes relatifs à la sécurité. Au Costa Rica, le seul État d'Amérique centrale où la démocratie règne depuis longtemps, la hausse des coûts des services sociaux a entraîné l'imposition de mesures fiscales des plus contraignantes. Les gouvernements des autres États d'Amérique centrale, qui ont été dominés par des dictatures militaires de droite pendant la majeure partie de leur histoire, accordent une certaine attention au secteur social depuis quelques années, mais ils doivent maintenant faire face aux mêmes problèmes économiques.

Ces pays paient maintenant chèrement leur désintérêt. Les problèmes sociaux sont à la source des pressions exercées pour obtenir des changements d'ordre politique et ils sont la cause la plus importante de l'instabilité dans cette région. Ce n'est pas par pure coïncidence que les pays les plus instables d'Amérique latine sont situés en Amérique Centrale où les normes générales de soins de santé, de nutrition et d'alphabétisation sont les plus faibles de notre hémisphère. Ce n'est pas non plus une coïncidence que le noyau d'instabilité dans notre hémisphère soit situé dans la région qui a le taux d'expansion démographique le plus élevé d'Amérique Latine et où les experts prévoient que le nombre d'habitants passera de 20 millions à 40 millions d'ici l'an 2000.

La situation peut varier selon les pays, mais la disparité des revenus, l'expansion démographique rapide, le chômage et certains problèmes agraires constituent les problèmes socio-économiques les plus graves dans tous les pays d'Amérique centrale. La disparité des revenus est sans doute le problème le plus grave. L'écart entre les riches et les pauvres a augmenté ces dernières années parce que l'augmentation des richesses produite par l'expansion des économies nationales n'a pas été transmise à l'ensemble de la population et que le revenu réel moyen a baissé à cause de l'inflation. Le problème en Améri-

que centrale, c'est que les populations voudraient obtenir une part plus importante des avantages produits par l'expansion économique.

Le peu d'attention accordée par le gouvernement de ces pays aux besoins fondamentaux de la population a donné lieu en grande partie aux pressions internes exercées au Salvador et au Guatemala pour des changements d'ordre politique et a été le facteur prédominant du renversement du gouvernement Somoza. Par ailleurs, comme le Honduras et Panama s'occupent davantage des besoins sociaux de leur population, ces pays sont relativement plus stables.

Sur le plan politique, tous les pays du secteur, sauf pour Costa Rica, étaient gouvernés il y a encore deux ans par des dictatures militaires appuyées par des oligarchies conservatrices. Depuis, il s'est produit des changements dramatiques dans ces pays qui s'opposaient auparavant à des changements même modérés. Au Nicaragua, le mécontentement populaire a donné lieu à une lutte menée par les Sandinistes, qui avaient l'appui de pays étrangers, et a entraîné la chute de Somoza.

Quant aux droits de la personne, à quelques exceptions près, les pays d'Amérique centrale n'ont jamais eu pour tradition de respecter les droits de la personne, que ce soit sur le plan politique, social ou économique. Au contraire, la violence politique, tant pour appuyer la structure du pouvoir traditionnel que pour s'opposer à ses représentants, est un fait de la vie politique dans la région depuis un bon nombre de décennies.

Les milieux militaire et économique de tous les pays suscitent de nouveaux chefs qui reconnaissent la nécessité de moderniser les sociétés, d'aider leurs États respectifs à franchir une période de transition difficile, et d'instaurer un climat de justice sociale et politique. Ces nouveaux chefs doivent affronter l'opposition des forces traditionnelles et tombent souvent victimes des extrémistes de droite et de gauche, les premiers leur reprochant de trahir leur origines, et les seconds de saper les bases d'une véritable révolution. Au Salvador et au Guatemala, de nombreux dirigeants modérés ont été éliminés par des extrémistes des deux factions. Au Nicaragua, à la suite de la chute de Somoza, le pays n'a pas connu de flagrantes atteintes aux droits de la personne, mais le gouvernement a limité la liberté de la presse et remis à 1985 la tenue d'élections.

Dans ces conditions, comment le Canada peut-il intervenir dans ces régions? Contrairement au Commonwealth des Antilles tout proche, l'Amérique centrale n'a jamais été le foyer des intérêts traditionnels du Canada, et les relations politiques de caractère bilatéral ont été rares. Les Canadiens ont peu en commun avec les oligarchies dirigeantes et voient avec répugnance la violence et les fréquentes atteintes aux droits de la personne qui caractérisent la scène politique de l'Amérique centrale.

Les relations dans les domaines commercial et économique revêtent et continueront de revêtir une certaine importance. Sur le plan économique, les investissements canadiens en Amérique sont assez importants puisqu'ils totalisent environ 300 millions de dollars pour la région. De ces investissements, plus de 250 millions sont cependant concentrés dans une seule industrie, celle de l'extraction du nickel et, dans un seul pays, le Guatemala. Le climat d'instabilité politique décourage en ce moment les investisseurs. L'Amérique centrale constitue également un marché important pour les hommes d'affaires canadiens car nos exportations se chiffrent chaque année à plus de